



Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes au Canada

Table des matières

Un défi mondial tentaculaire	1
Des vulnérabilités croissantes au Canada.....	3
Vigilance accrue et nouveaux engagements.....	5
Rendement incertain des sommes investies à ce jour	7
Solutions collectives axées sur les résultats.....	8
Un appel à l'action	10
Notes de fin	12
Personnes-ressources.....	14

Un défi mondial tentaculaire

Malgré des investissements massifs dans des mesures visant à la contrer, la criminalité financière demeure un problème mondial de mille milliards de dollars dont les répercussions vont bien au-delà du secteur des services financiers. Le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes nuisent à l'ensemble de la société de différentes façons, au Canada comme dans le reste du monde. Un réseau complexe de fonds permet aux auteurs de crimes financiers de tirer profit d'activités illégales, donne aux terroristes les moyens financiers de commettre leurs méfaits et prive les gouvernements des recettes fiscales nécessaires pour répondre aux besoins sociaux. La question est vaste. C'est pourquoi les États-nations et les institutions financières doivent s'y attaquer sans retard, d'autant que l'évolution de la dynamique géopolitique, comme la récente invasion de l'Ukraine par la Russie et l'absence de solutions consensuelles à l'échelle mondiale, crée de nouvelles ouvertures pour les flux financiers illicites.

Dans un récent rapport mondial, rédigé conjointement par Deloitte et l'Institut de finances internationales (IFI), intitulé *A Way Forward on Continuing to Enhance Effectiveness in Financial Crime Risk Management*, nous avons exploré un cadre permettant aux parties prenantes des secteurs public et privé de continuer à améliorer l'efficacité de leurs stratégies de lutte contre la criminalité financière.

Dans le présent rapport, nous adoptons une vision typiquement canadienne pour comprendre les défis auxquels font face nos parties prenantes nationales et nous réexaminons le cadre dans le contexte canadien.



Des vulnérabilités croissantes au Canada

Sous couvert de stratagèmes de plus en plus sophistiqués, les criminels financiers continuent de faire des affaires grâce au système financier canadien¹. Cette situation a, directement et indirectement, de multiples répercussions négatives sur la société : logements inabordable (une part importante du produit des activités financières illicites est investie dans l'immobilier, ce qui fait monter le prix des logements), expansion des activités criminelles liées au trafic de drogues et au trafic humain, recrudescence de la corruption ainsi que croissance de l'extrémisme politique et religieux.

Sans des mesures de prévention globales et concertées, le Canada continuera d'être vulnérable aux problèmes nouveaux et inattendus liés à la criminalité financière. Prenons, par exemple, la récente occupation de la ville d'Ottawa par le soi-disant « convoi de la liberté ». Ne disposant pas d'un cadre solide pour gérer la situation, le gouvernement fédéral a dû prononcer d'urgence une ordonnance exigeant que les banques gèlent immédiatement les comptes des personnes soupçonnées d'avoir participé à des activités illégales. D'autre part, il est également possible d'envisager l'augmentation constante de la popularité de la cryptomonnaie au Canada. Les flux de ces actifs et d'autres actifs numériques sont difficiles à retracer et souvent intentionnellement occultés. Il est donc extrêmement difficile de réprimer les activités illégales financées par ce moyen.

La criminalité financière existe depuis longtemps au Canada, mais, au cours des dernières années, les organismes de réglementation ont multiplié les efforts pour renforcer la surveillance et la reddition des comptes du secteur privé. En particulier, le premier ministre Justin Trudeau a récemment lancé un appel à l'action visant l'accélération des travaux de mise sur pied d'une unité spécialisée. Celle-ci serait chargée d'enquêter sur toutes les formes de grands crimes financiers et d'évaluer des options permettant de renforcer la réglementation

et les pouvoirs d'enquête des organismes de réglementation. Entre-temps, les principaux organismes concernés, notamment le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières (CANAFE), continuent d'améliorer les cadres législatifs et l'échange de renseignements financiers. Toutefois, le Canada a encore beaucoup à faire pour renforcer sa résilience économique et sociale devant les menaces de la criminalité financière.

Le gouvernement fédéral s'est engagé à établir le premier organisme canadien ayant pour unique mandat de faire enquête sur ces crimes extrêmement complexes et d'appliquer la loi fédérale pertinente. Forte d'un investissement de 200 millions de dollars sur les quatre années à venir et de nouveaux pouvoirs, cette agence réunira sous un même toit les ressources en application de la loi de la GRC, les capacités en renseignements du CANAFE et l'expertise de l'Agence du revenu du Canada.



Vigilance accrue et nouveaux engagements

Même s'il est difficile de faire un suivi à l'échelle mondiale, on estime que les autorités concernées s'attaquent à moins de 1 % des transactions signalées comme susceptibles d'être des crimes financiers, et ce, malgré des investissements constants dans des mécanismes de détection et de prévention pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes. Il s'est également avéré difficile d'évaluer la somme d'argent blanchi au Canada, mais un rapport publié par le gouvernement de la Colombie-Britannique l'estime à 46,7 milliards de dollars pour 2018². Face à la vigilance croissante du public à l'égard du blanchiment d'argent, les gouvernements ont commencé à agir. Par exemple,

le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique a mis sur pied la Commission Cullen afin d'enquêter et de formuler des recommandations pour régler cette question. Prévu pour mai 2022, un rapport sur les conclusions de la commission devrait faire le lien entre des flux de centaines de millions de dollars d'argent sale et le crime organisé, touchant directement les secteurs de l'immobilier, des véhicules de luxe et des jeux, entre autres³.

Parmi les multiples voies que l'évolution de ces crimes pourrait prendre au Canada, plusieurs exemples précis illustrent à quel point il peut être difficile de surveiller et de prévenir un grand volume d'activités :



Les organismes de bienfaisance et les collecteurs de fonds risquent de servir au financement du terrorisme, car les transactions financières effectuées par des organismes enregistrés passent souvent par des canaux qui offrent un degré élevé d'anonymat aux donateurs et sont peu surveillés par les organismes de réglementation, même s'ils sont enregistrés auprès du CANAFE.

Étude de cas : la campagne de sociofinancement organisée sur une site web populaire de sociofinancement a assuré le soutien financier du convoi de camionneurs qui a occupé Ottawa en février 2022.



Le secteur du cannabis est plus susceptible d'être exploité à des fins de blanchiment d'argent, ce qui va à l'encontre de l'objectif de la politique gouvernementale consistant à créer un marché légal⁴. Parmi les facteurs qui contribuent à ce paradoxe, citons la préférence des consommateurs de cannabis à payer leurs achats en argent comptant ou en cryptomonnaies difficiles à tracer, les préoccupations concernant la protection de la vie privée et les risques associés à l'approvisionnement en cannabis provenant de sources illégales.

Étude de cas : CANAFE a reconnu le lien problématique entre le blanchiment d'argent et la légalisation de la marijuana à des fins récréatives et s'est engagé à procéder à un examen préliminaire.



Des milliards de dollars en d'argent blanchi se sont infiltrés dans des transactions immobilières canadiennes, et les organismes internationaux de surveillance des activités de blanchiment d'argent s'inquiètent de l'impuissance du Canada à imposer une réglementation aux courtiers hypothécaires, aux prêteurs, aux fonds d'investissement immobilier, aux agents immobiliers, aux promoteurs et aux avocats⁵.

Étude de cas : une étude menée par la GRC en 2019 a révélé qu'environ la moitié de l'argent blanchi par l'intermédiaire de biens immobiliers canadiens provenait de l'extérieur du pays, la Chine représentant près du quart des fonds étrangers. Plus de la moitié des sommes de provenance canadienne blanchies dans l'immobilier provenait du trafic de drogues.



Rendement incertain des sommes investies à ce jour

Malgré le large consensus du secteur sur la nécessité de prendre plus de mesures et les sommes considérables versées, le Canada n'a pas encore réalisé un bon rendement sur les fonds investis puisqu'il n'est pas parvenu à une réduction importante du flux réel de transactions illégales. Les institutions financières investissent massivement dans des ressources et des systèmes liés aux programmes de conformité, leurs dépenses annuelles moyennes étant estimées plusieurs à moyennes de plusieurs millions de dollars.

Cependant, même s'ils respectent les exigences réglementaires minimales, les processus actuels sont souvent entravés par les inefficiences des anciens systèmes et dépassés par les méthodes sophistiquées et évolutives des criminels. Bien que des considérations relatives à la protection de la vie privée soient prises en compte dans la conception du cycle de vie des renseignements financiers, il est intrinsèquement difficile de coordonner les efforts et d'obtenir des résultats devant des mécanismes de blanchiment d'argent de plus en plus complexes.

Voici les principales difficultés :

Intégration de données

L'intégration et l'échange des données pertinentes entre les sources de renseignements sont limités et affectent de manière exagérée les fonctions clés de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes, notamment la surveillance des transactions, les modèles d'évaluation des risques et les rapports de conformité. Les entités déclarantes vont continuer d'avoir peine à suivre le rythme de l'exploitation criminelle si des informations exploitables ne sont pas saisies et communiquées aux acteurs des secteurs public et privé en temps quasi réel. Au-delà de la traçabilité des transactions, le type même des données analysées fait en sorte que la plupart des institutions financières manquent de contexte pour étayer correctement leurs enquêtes. Les caractéristiques comportementales, par exemple, sont rarement prises en compte en vue de cerner des tendances suspectes.

Qualité des données

Outre l'échange efficace des renseignements, la qualité et le niveau de détail des données partagées sont essentiels à la collecte d'informations exploitables et à une intervention judiciaire rapide. Des milliers de relevés de transactions suspectes de faible qualité et d'un volume élevé sont régulièrement confiés par les institutions financières aux organismes publics, à charge pour ces derniers de les analyser, ce qui entrave souvent la détection des crimes et l'efficacité des poursuites. Par exemple, les données sur les consommateurs et celles sur les transactions sont séparées lorsqu'elles sont transmises par diverses entités déclarantes, ce qui fait qu'il est difficile pour des organismes comme le CANAFE.

Processus manuels

De nombreuses organisations ont entrepris leur transformation numérique, mais la plupart recourent encore à des tâches manuelles dans leurs processus de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes. Les tâches administratives et la collecte manuelle des données ne sont pas les seules activités qui ont du retard. De nombreuses institutions financières procèdent encore aux dépistages et interventions manuels alors que la situation exigerait la prise de décisions en temps réel. Cela pourrait se faire à l'aide de capacités telles que l'intelligence artificielle (IA), l'apprentissage profond et le traitement du langage naturel. Les processus manuels exposent inutilement les institutions financières à l'erreur humaine, à des coûts considérables en ressources ainsi qu'au risque d'amendes réglementaires et d'atteinte à la réputation.

Culture de la conformité

Certaines institutions financières restent en retrait lorsqu'il s'agit de devancer la réforme de la réglementation et d'investir dans des activités efficaces de lutte contre la criminalité financière. La « culture de la conformité » dont font preuve certaines organisations, conjuguée à une approche de la surveillance réglementaire centrée sur l'atteinte d'exigences minimales, empêche les institutions financières d'être bien préparées à tous les aspects de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes. Celles qui ne disposent pas de dirigeants axés sur les risques ayant des ambitions stratégiques risquent de voir leurs anciennes fonctions de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes exploitées par les criminels. Elles deviennent ainsi le point faible qui met en péril le cycle de vie des renseignements financiers.

Solutions collectives axées sur les résultats

Pour contrer la criminalité financière, six grands domaines exigent une attention collective, nécessitant la formation de nouveaux partenariats, l'évolution des modèles d'exploitation actuels ou l'adoption de technologies émergentes. Voici les six domaines :

1. Approfondir les partenariats entre le secteur public et le secteur privé

Sans surprise, un réseau peut généralement détecter et neutraliser les menaces plus efficacement que des acteurs individuels. Au Canada, il existe de nombreuses occasions de conclure des accords multilatéraux au sein de notre structure de réglementation pour consolider les efforts d'atténuation fragmentés et favoriser une portabilité plus sécuritaire des données. Les institutions financières canadiennes pourraient surmonter les difficultés associées au coût d'une collecte d'information cloisonnée, en favorisant l'échange volontaire des données et en y intégrant les organismes d'orientation des politiques mondiaux et d'autres États-nations. Pour ce faire, les organismes de réglementation et d'orientation des politiques devraient inciter le secteur privé à agir en ce sens en proposant des incitatifs et des accommodements.

2. Intégrer la technologie pour produire des informations exploitables

Pour que les institutions financières améliorent leur aptitude à évaluer les transactions et déploient des capacités basées sur l'IA, leur infrastructure et leurs ressources technologiques doivent être plus dynamiques et interopérables. Il faut changer les données de plateforme et les transférer des systèmes existants à des solutions flexibles comme l'infonuagique pour en accroître l'accessibilité. De nouveaux fournisseurs peuvent également prendre en charge des méthodes d'intégration et de déverrouillage de nouvelles sources de données, tout en empêchant l'utilisation abusive des données ou les fuites dans le domaine public.

En outre, des solutions émergentes telles que la chaîne de blocs et les technologies d'amélioration de la confidentialité (TAC) offrent des possibilités techniques uniques pour l'échange sécurisé des données. Par exemple, certaines organisations explorent des méthodes de chiffrement homomorphe (qui permettent d'effectuer des opérations mathématiques sur des données chiffrées) pour transmettre des informations sur des données sensibles, telles que des transactions frauduleuses présumées, sans fournir les données sous-jacentes sur les clients. Ces nouvelles méthodes de transmission doivent toutefois être expressément encadrées sur le plan juridique pour pouvoir être adoptées.

3. Passer à un état d'esprit axé sur l'application de la loi

Les organismes de réglementation doivent envisager de passer d'une approche centrée principalement sur la conformité et la présentation de rapports à un état d'esprit axé sur l'interdiction et l'application de la loi. Mais le changement des cadres législatifs clés prendra du temps. En attendant l'adoption de lois plus accommodantes sur la protection de la vie privée qui favoriseraient les partenariats public-privé pour l'application de la loi, les institutions financières peuvent enquêter de façon proactive sur les pistes déclarées et stopper la circulation de l'argent sale avant qu'il n'arrive à destination. Les capacités technologiques de pointe sont utiles, mais des améliorations de contrôle diligent permettant de créer une image financière complète de chaque client produiraient sans doute des informations plus significatives pour les organismes publics.

4. Cibler les bons investissements pour en faire plus

Des investissements permanents et accrus doivent être consacrés à l'amélioration des résultats et de l'efficacité, plutôt qu'à la correction des processus défectueux. Cela suppose de porter une attention particulière à l'accès et à la qualité des données, aux systèmes, aux processus et à la structure organisationnelle ainsi qu'aux technologies disponibles. Lors de l'affectation des investissements aux services partagés, par exemple, les organisations doivent évaluer le rapport coûts-avantages du déploiement de la technologie à chaque étape du processus de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes, qui va de la collecte et de la vérification des données à la gestion des données des clients, en passant par la surveillance des transactions, les enquêtes et la production de rapports⁶.

5. Redynamiser la gouvernance et la reddition des comptes

En plus de disposer d'une responsabilité, d'une autorité et d'un leadership clairs sur la coordination des efforts de lutte contre la criminalité financière, les institutions financières doivent s'assurer que leurs modèles de gouvernance sont ancrés dans l'intention, la compétence et des résultats concrets. Une saine gouvernance signifie que les équipes possédant des connaissances transorganisationnelles ont le pouvoir de rationaliser les responsabilités et les processus actuels. Des structures d'équipes agiles qui encouragent la recherche, les enquêtes et l'innovation proactives dans les tâches quotidiennes seront en mesure de s'adapter et de suivre l'évolution du paysage de la criminalité financière.

6. Établir des intermédiaires efficaces

Des modèles d'exploitation sectoriels et intersectoriels, y compris ceux des services publics, peuvent offrir la vitesse et l'agilité nécessaires pour détecter et prévenir les transactions financières illicites. Les étapes pour assurer la portabilité des données pourraient déboucher sur la création d'une base de données commune pour les transactions illicites, ce qui faciliterait la traçabilité des criminels. Les Pays-Bas en fournissent un bon exemple : cinq banques néerlandaises ont mis en place un organe de surveillance chargé de rassembler et d'évaluer les données relatives aux transactions bancaires afin d'en dégager des informations utiles⁷.



Un appel à l'action

Des événements récents survenus au Canada et dans le reste du monde soulignent la nécessité d'agir dans les secteurs public et privé. Les gouvernements fédéral et provinciaux sont de plus en plus insatisfaits par l'absence de progrès dans la lutte commune contre la criminalité financière, mais ils sont aussi de plus en plus disposés à investir à un niveau plus élevé. Cependant, il faudra une orientation intégrée regroupant un large éventail de participants et un plus grand sentiment d'urgence pour susciter le changement nécessaire.

Deloitte, pour sa part, a l'intention de lancer bientôt une série de forums pour permettre aux dirigeants de discuter de la voie à suivre. Nous encourageons toutes les parties intéressées à agir également.



Notes de fin

1. Lorinc, John. « [L'argent sale met les CPA à risque](#) », Magazine Pivot, 27 avril 2021.
2. Northcott, Paul. « [Des équipes de la GRC prêtes à combattre le blanchiment d'argent](#) », Gendarmerie royale du Canada, 25 mai 2021.
3. Presse canadienne. « [Former B.C. lottery director says he's the 'whistleblower' on money laundering at casinos](#) », CBC, 9 septembre 2021.
4. J. Black, James, et Marc-Alain Galeazzi. « [Cannabis Banking: Proceed with Caution](#) », American Bar Association, 6 février 2020.
5. Francis, Diane. « [Diane Francis: Shining a light on money laundering in Canadian real estate](#) », Financial Post, 13 janvier 2022.
6. Deloitte. « [Transforming Financial Crime Management Through Technology](#) », 2021.
7. Deloitte, « [Deloitte connects 5 Dutch banks to make an impact with Transaction Monitoring Netherlands \(TMNL\)](#) », 2020.

Personnes-ressources

Praveck Geeanpersadh

Associé, Crimes financiers |
Associé directeur, Diversité, équité et inclusion
416-570-2413
prgeeanpersadh@deloitte.ca

Jon Haywood

Associé | Leader, Crimes financiers
416-333-1617
toddroberts@deloitte.ca

Todd Roberts

Associé | Leader national de la pratique des paiements
416-333-1617
toddroberts@deloitte.ca

Contributeurs

Bahar Hatami

Directeur | Conseil financier

Luca De Blasis

Directeur | Consultation

Anthony Korshunov

Directeur | Consultation

Joseph Nammour

Directeur | Conseils financiers

Remerciements spéciaux

Chris Bostock

Michel El-Khoury

Alan Stewart



www.deloitte.ca

À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500MD par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [Twitter](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).

© Deloitte LLP and affiliated entities.

Designed and produced by the Agency | Canada. 22-5625025